

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 10/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHEMLOG SAS

Route de Bueil
B.P. 10
27780 Garennes-Sur-Eure

Références : UBDEO.ERA.2026.04.147.SG
Code AIOT : 0005800955

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2026 dans l'établissement CHEMLOG SAS implanté 7, route de Bueil B.P. 10 27780 Garennes-sur-Eure. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 08 avril 2026 s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de l'inspection des installations classées sur la thématique de la prévention des pollutions accidentelles dans l'eau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHEMLOG SAS
- 7, route de Bueil B.P. 10 27780 Garennes-sur-Eure
- Code AIOT : 0005800955

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CHEMLOG basée à Garennes sur Eure exploite un entrepôt de 10 000 m², elle est spécialisée dans le stockage à température ambiante de produits destinés à différents secteurs industriels : alimentaire, pharmaceutique, cosmétique principalement, mais stocke également des produits chimiques dont des liquides inflammables.

Le site est soumis au régime de l'Autorisation pour les solides inflammables (rubrique 1450 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement) et pour le stockage de produits toxiques (rubriques 4120, 4130 et 4140).

Thèmes de l'inspection :

- AR - 14
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Connaissance et entretien des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 et 43	Demande d'action corrective	3 mois
2	Connaissance et entretien des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
3	Connaissance et entretien des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Demande d'action corrective	3 mois
5	Ouvrage de protection vis-à-vis du raccordement au réseau AEP	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 19/08/1998, article 3.1.8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien que l'exploitant ait connaissance des réseaux transitant sur le site, il est impératif de disposer d'un plan à jour disposant d'une légende permettant d'en assurer une lecture et une

compréhension aisée.

De plus, l'entretien des réseaux doit être réalisé.

La maintenance associée aux équipements - disconnecteur, vannes, ...- doit être formalisée, et les résultats de ces tests disponibles tenus à disposition.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Connaissance et entretien des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 et 43
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Art. 4 : II. [...] Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. III.- Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;- les secteurs collectés et les réseaux associés ;- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;- les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature. [...] Art. 43 (eaux pluviales) : Le plan des réseaux de collecte des effluents prévu à l'article 4 doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a transmis avant l'inspection le plan des réseaux du site, daté de février 2004 (indiqué manuellement). L'inspection fait les constats suivants : <ul style="list-style-type: none">- le plan ne fait pas apparaître l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation- les réseaux d'eaux pluviales de toiture et de voirie sont distincts dans la légende, néanmoins leur présentation ne permet pas leur identification claire Ces eaux sont dirigées vers les étangs. <ul style="list-style-type: none">- le plan fait apparaître la présence d'un débourbeur - deshuileur, il est présent sur le réseau d'eaux de voirie

- l'exploitant confirme la présence d'un disconnecteur non présenté sur le plan
- la vanne d'isolement des eaux de toiture n'est pas visible sur le plan
- la vanne d'isolement des eaux de voirie est représentée sur le plan
- le réseau d'eaux usées sanitaires n'est pas représenté. L'exploitant indique en séance que ces eaux sont dirigées en fosse sceptique, qui est vidée annuellement.
- concernant le site en lui-même, le plan ne comprend pas la réserve d'eau
- le site n'a pas de réseau d'eaux industrielles

Dans l'état, le plan n'est pas à jour et ne comprend pas l'ensemble des éléments demandés. Pour rappel, certains manquements avaient déjà été signalés dans le rapport d'inspection de 2020.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de disposer d'un plan à jour et répondant à la prescription susvisée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Connaissance et entretien des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des réseaux

Prescription contrôlée :

II.- Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution.

[...]

Constats :

L'exploitant indique en séance qu'aucun entretien n'est réalisé sur les réseaux.

Les réseaux d'eaux pluviales étant susceptibles de recevoir des eaux polluées, ils doivent répondre à la prescription susvisée.

Pour rappel, le rapport d'inspection de 2020 mentionnait déjà : « Aucun contrôle des réseaux n'a été effectué en vue de vérifier leur état (curage, entretien) et leur étanchéité (détection de fuites), alors que cette opération doit être réalisée régulièrement »

Dans le bâtiment 6, les regards vers le réseau d'eau pluviale ont été obturés en 2020. Ce réseau devra apparaître sur le plan mis à jour.

<p>Concernant le déboureur, l'exploitant entretient le dispositif et a transmis en séance le bon d'intervention de la société Maillot du 11/03/2026. L'analyse des eaux pluviales a été réalisée en mars 2026 suite au nettoyage du déboureur. L'exploitant est en attente du rapport qu'il analysera au regard des textes applicables et mettra en place, le cas échéant, les actions correctives nécessaires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place une stratégie d'entretien et de surveillance préventive des réseaux d'eaux pluviales afin de s'assurer de leur étanchéité et de leur bon état à fréquence adaptée.</p> <p>Le premier contrôle sera réalisé sous 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Connaissance et entretien des réseaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Isolement des réseaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Deux vannes guillotines permettent l'isolement des réseaux d'eaux pluviales de toiture et de voirie.</p> <p>L'inspection s'est rendue sur le terrain à l'emplacement des vannes d'isolement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la vanne d'isolement des eaux de voirie, au niveau du quai de chargement. <p>L'identification est incorrecte, puisqu'il s'agit des eaux de voirie et non de toiture .</p> <p>L'exploitant indique que la vanne est fermée en permanence, et ouverte en cas de fortes pluies. Il a réalisé la manœuvre d'ouverture de la vanne à l'aide d'une clé télescopique. L'inspection n'a pas observé néanmoins l'ouverture de la vanne.</p> <ul style="list-style-type: none"> - la vanne d'isolement des eaux de toiture, face aux étangs. <p>Celle-ci est ouverte. Il a réalisé la manœuvre de fermeture à l'aide d'une clé située sur le mur du bâtiment.</p> <p>L'inspection ayant constaté qu'une vanne reste ouverte l'autre fermée, elle souligne l'importance d'avoir des consignes claires pour intervenir efficacement en cas de sinistre.</p>

<p>L'inspection signale qu'il conviendrait d'améliorer la signalisation des vannes, d'autant que l'une était cachée derrière les palettes, l'autre non visible de prime abord car à l'arrière du bâtiment.</p> <p>L'exploitant indique en séance que le service maintenance réalise, approximativement 2 fois par an, la manœuvre d'actionnement des vannes. Ces tests ne sont pas tracés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place la procédure de test des vannes d'isolement, idéalement un contrôle visuel doit être réalisé pour contrôler la fermeture totale et l'absence de corps étrangers (cailloux, branches) gênants la fermeture. La traçabilité de ces tests sera tenue à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Rétentions et confinement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/08/1998, article 3.1.8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions et confinement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit prendre toutes dispositions pour éviter les écoulements accidentels de substances dangereuses, polluantes ou toxiques ainsi que les rejets d'effluents susceptibles de résulter de la lutte contre un sinistre éventuel.</p> <p>Il doit disposer notamment, à cet effet, de capacités de rétention dans les zones à risques et/ ou sur les réseaux d'évacuation.</p> <p>Ces capacités de rétention devront pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie y compris les eaux utilisées pour l'extinction.</p> <p>La capacité de rétention doit être adaptée aux risques à couvrir: en tout état de cause elle doit être supérieure à 1700 m³.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait réaliser le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction (calcul D9A) par le CNPP et a transmis le rapport du 3 juillet 2023.</p> <p>Le rapport présente :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le calcul des volumes à retenir dans le cas d'une rétention déportée : en prenant en compte les eaux d'extinction, l'eau lié aux intempéries et le volume des liquides présents, le volume total retenu est de 468 m³. - le calcul des volumes à retenir dans le cas de rétention propre à chaque bâtiment : le calcul est réalisé pour chaque zone, et fait la comparaison entre le besoin et la rétention disponible.

Néanmoins, le calcul présente des erreurs. En effet, les zones correspondent aux bâtiments séparés par des murs coupe feu, mais pas à l'emplacement des rétentions. Pour exemple, le calcul distingue la zone 2 (bâtiment 1), la zone 3 (bâtiments 2 à 4) et la zone 9 (quai 5 portes) ; dans les faits les bâtiments 1 à 4 + quai 5 portes disposent de la même rétention. La rétention consiste en la surélévation des passages entre les bâtiments et au niveau des quais.

La conclusion sur l'adéquation des volumes n'est pas cohérente. Il conviendrait de corriger l'étude dans ce sens.

Néanmoins, l'exploitant indique que l'aire de chargement constitue une rétention de 3050 m³, sur la base d'un plan. Ce volume est considéré suffisant pour recevoir les eaux polluées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Ouvrage de protection vis-à-vis du raccordement au réseau AEP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16

Thème(s) : Risques chroniques, Protection du réseau d'eau potable

Prescription contrôlée :

L'arrêté d'autorisation fixe, en tant que de besoin, les dispositions à prendre pour la réalisation et l'entretien des ouvrages de prélèvement.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

[...]

Constats :

L'exploitant a indiqué en séance la présence d'un disconnecteur sur l'arrivée du réseau d'eau potable. Il n'est pas représenté sur le plan. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dernier contrôle de l'équipement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier que les modalités de contrôle de ces équipements sont réalisés régulièrement par un organisme externe.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois